



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GÉNÉRALE

E/CN.4/2003/64  
30 décembre 2002

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Cinquante-neuvième session  
Point 11 de l'ordre du jour provisoire

**DROITS CIVILS ET POLITIQUES**

**Nouvelles mesures visant à promouvoir et à consolider la démocratie**

**Rapport du Haut-Commissaire aux droits de l'homme soumis en application  
de la résolution 2002/46 de la Commission**

## **Résumé**

Le présent rapport est soumis conformément à la résolution 2002/46 de la Commission des droits de l'homme, par laquelle celle-ci a prié instamment le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme de demander aux divers organisations et arrangements régionaux, sous-régionaux et autres de lui faire part de leurs vues sur le rôle qu'ils jouent en matière de promotion et de consolidation de la démocratie et de faire rapport à la Commission, à sa cinquante-neuvième session.

Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme a reçu cinq réponses à sa demande de renseignements émanant de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), de l'Organisation des États américains (OEA) et de deux Commissions nationales des droits de l'homme, à savoir celle de l'Inde et celle de la Nouvelle-Zélande. Ces réponses sont résumées dans le présent rapport.

## I. INTRODUCTION

1. Le présent rapport est soumis conformément à la résolution 2002/46 de la Commission des droits de l'homme et comprend un résumé des réponses reçues d'organismes des Nations Unies, d'organisations régionales et d'institutions nationales concernant le rôle qu'ils jouent dans la promotion et la consolidation de la démocratie. Le texte intégral de toutes les réponses peut être consulté aux archives du secrétariat. Des extraits desdites réponses qui présentent un intérêt au regard de la résolution 2002/39 de la Commission concernant l'incompatibilité entre la démocratie et le racisme sont reproduits également dans le document E/CN.4/2003/62.

## II. RÉSUMÉ DES RÉPONSES

### A. Organismes et institutions spécialisées des Nations Unies

2. La Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) a indiqué qu'en application de la résolution 2002/46, elle entreprendrait un projet visant à faciliter l'échange des enseignements qui se dégagent de la promotion et de la consolidation de la démocratie ainsi que celui des meilleures pratiques en la matière. La CESAO a noté que le processus de démocratisation dans la région avait été entravé par la faiblesse de la culture démocratique et par le fait que les responsables politiques et les acteurs influents de la société connaissaient mal les institutions et les pratiques démocratiques. Cette situation avait été aggravée par le manque d'informations, de données statistiques et de documents fiables et facilement consultables concernant les procédures et les pratiques démocratiques dans la région. En conséquence, afin de contribuer à la promotion de la démocratie dans la région, la CESAO entend créer une base de données concernant la démocratie dans le monde arabe en vue de pallier le manque d'informations et, partant, de renforcer le processus de démocratisation en cours. Ce projet s'articulera autour de quatre thèmes – élections, libres, régulières et ouvertes; la liberté d'expression, d'association et de réunion; et institutions – et comprendra un index de la démocratie dans le monde arabe. Il présentera un tableau du contexte institutionnel des pays arabes et fournira des informations, des documents et des évaluations utiles concernant les meilleures pratiques en matière de conception des politiques et institutions démocratiques. Ces informations seront mises à la disposition des gouvernements, des acteurs sociaux, des militants, des responsables politiques et des chercheurs via Internet et des publications spécialisées. La base de données permettra aux gouvernements et à la population de s'informer sur l'expérience passée, les problèmes actuels et les possibilités d'action, le but étant de les aider à choisir et à instaurer les règles, procédures et institutions nécessaires pour renforcer le processus de démocratisation. Ce projet servira de base à la publication d'un rapport sur la démocratie dans le monde arabe.

3. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a fait référence au Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture qui a été adopté par la Conférence de la FAO en novembre 2001. Les Parties contractantes au Traité reconnaissent notamment que «les contributions passées, présentes et futures des agriculteurs de toutes les régions du monde, notamment de ceux vivant dans les centres d'origine et de diversité, à la conservation, l'amélioration et la mise à disposition de ces ressources, sont le fondement des Droits des agriculteurs». Elles reconnaissent également la contribution que les communautés locales et autochtones ainsi que les agriculteurs apportent à la conservation et à la mise en valeur des ressources phytogénétiques et s'engagent à soutenir

les efforts pour gérer et conserver les ressources phytogénétiques. Le texte du Traité peut être consulté à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/Legal.default.htm>. En ce qui concerne le droit à une alimentation suffisante, la FAO s'est référée à la Déclaration du Sommet mondial de l'alimentation: cinq ans après, et en particulier au Groupe de travail intergouvernemental qui doit élaborer une série de directives volontaires visant à appuyer les efforts faits par les États membres pour concrétiser progressivement le droit à une alimentation suffisante dans le cadre de la sécurité alimentaire nationale. Pour aider le Groupe, la FAO a en outre proposé de lancer une alliance internationale contre la faim qui mobiliserait les volontés politiques, les compétences techniques et des ressources financières, afin que tous les pays parviennent à réduire de moitié d'ici à 2015 au moins le nombre de personnes sous-alimentées. La FAO coopère depuis longtemps avec les organisations non gouvernementales pour que le processus de prise de décisions mené sous ses auspices soit plus équitable et dynamique; elle veille à ce que les intérêts de tous les secteurs sociaux soient pris en compte et à ce que les parties prenantes au développement parviennent à un consensus. Elle a élaboré une «politique et stratégie pour la coopération avec les organisations non gouvernementales et autres organisations de la société civile». Lors du Sommet mondial de l'alimentation: cinq ans après, un grand nombre d'ONG et d'organisations de la société civile ont pris part à un forum concernant la souveraineté alimentaire et le droit à l'alimentation. Enfin, la FAO a suivi de près l'élaboration du Code de conduite sur le droit à une alimentation adéquate, qui a été approuvé par 800 organisations non gouvernementales.

## **B. Organisations régionales**

4. L'Organisation des États américains (OEA) a fourni une copie du discours que le Président de la Commission interaméricaine des droits de l'homme a prononcé le 30 avril 2002 devant le Conseil permanent de l'OEA. Le Président a fait notamment observer que les États membres, dans cette période de l'après-11 septembre, devaient respecter les normes juridiques internationales dans le cadre de leur lutte contre la violence et la menace terroriste. Il a évoqué l'importance qu'avait eue la Charte démocratique interaméricaine dans l'avortement de la récente tentative de coup d'État au Venezuela. Il a indiqué que dans la Charte, les États membres ayant reconnu que la pauvreté et les bas niveaux de développement humain étaient des facteurs qui exerçaient une influence néfaste sur la consolidation de la démocratie, s'étaient engagés à relever le défi du développement en soulignant «l'importance du maintien des équilibres macroéconomiques et de l'impératif de renforcer la cohésion sociale et la démocratie» (art. 12). Toutefois, la Commission a constaté qu'au cours de la période considérée, la région avait connu plusieurs crises socioéconomiques. À titre individuel et collectif, les États membres devaient adopter des mesures pour remédier à la marginalisation sociale, raciale et ethnique des peuples de la région et leur offrir des conditions de vie décentes, garantir l'égalité des chances et les faire participer au pouvoir de décision. Le Président a évoqué les actes de discrimination et de violence sexistes dont les femmes et les petites filles avaient été victimes en 2001 et s'est déclaré préoccupé par la situation des défenseurs des droits de l'homme, des groupes autochtones, des personnes d'origine africaine et des travailleurs migrants et des membres de leur famille. Le Président a constaté que la région avait accompli des progrès majeurs dans le domaine des droits de l'homme, mais que des problèmes subsistaient: dans nombre de pays, le système judiciaire pose des difficultés; la formation des forces de l'ordre laisse à désirer, ce qui fait qu'elles ont du mal à trouver l'équilibre entre la sécurité publique et le respect des droits de l'homme. En outre, certains groupes doivent toujours être considérés comme vulnérables, notamment les femmes, les peuples autochtones et les personnes d'origine africaine, les enfants

et les personnes handicapées. La région n'a toujours pas réussi à garantir l'égalité de fait, essentielle à l'épanouissement libre et total de chacun. Les droits économiques, sociaux et culturels demeurent un rêve lointain pour des pans entiers de la société dans les pays de la région. Bien qu'ils organisent périodiquement des élections, nombre de pays démocratiques souffrent de la faiblesse de leurs institutions. Dans ce contexte, le Président voyait dans le système interaméricain un partenaire pouvant contribuer à développer de l'état de droit. Dans son discours, il a également présenté un résumé du rapport annuel 2001 et du rapport du Rapporteur spécial de l'OEA sur la liberté d'expression.

### **C. Institutions nationales**

5. La Commission nationale des droits de l'homme de l'Inde a noté que la résolution portait sur une question primordiale pour les institutions nationales, qui, grâce à leurs efforts pour promouvoir et protéger les droits de l'homme, contribuaient au renforcement de la démocratie. Elle a souligné l'importance des institutions nationales en tant qu'instruments permettant de promouvoir la démocratie, l'équité, la justice sociale et la non-discrimination.

6. La Commission nationale des droits de l'homme de la Nouvelle-Zélande a indiqué que la loi électorale de 1993 était le seul texte législatif solidement établi en Nouvelle-Zélande car elle ne pouvait être abrogée qu'à la majorité des deux tiers. Le pays organise des élections démocratiques depuis 1852 et est l'un des premiers à avoir donné le droit de vote aux femmes, en 1893. L'introduction d'un système proportionnel mixte au milieu des années 90 a également débouché sur la formation d'un parlement extrêmement divers. Après les élections de 1999, le nouveau Gouvernement, préoccupé par un certain nombre d'anomalies de procédure, a entrepris de revoir le système électoral. En conséquence, un certain nombre de changements ont été apportés afin de rendre plus équitable l'accès au processus électoral. On a notamment levé les restrictions concernant les bureaux de vote dans lesquels les Maoris inscrits sur les listes électorales pouvaient voter et fourni des informations dans un plus grand nombre de langues.

-----